

Que le rapport de la commission royale d'enquête sur les activités du CN à Terre-Neuve, lequel est actuellement en la possession du ministre des Transports, soit immédiatement déposé à la Chambre.

M. l'Orateur: Une motion de ce genre ne peut être mise en délibération en vertu de l'article 43 du Règlement qu'avec le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU CHEF DE L'OPPOSITION DE LA
GRENADÉ

M. l'Orateur: A l'ordre. Avant d'amorcer la période des questions, je demande aux députés de se joindre à moi pour souhaiter la bienvenue à un éminent visiteur d'un pays membre du Commonwealth, la magnifique île de Grenade. Il s'agit du chef de l'opposition de ce pays, M. Maurice Bishop, qui est reçu ici par des membres de l'Association des parlementaires du Commonwealth et qui est actuellement à notre tribune.

Des voix: Bravo!

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

L'AUGMENTATION DU BUDGET D'ÉQUIPEMENT—LES
ENGAGEMENTS ENVERS L'OTAN

M. Joe Clark (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Comme il le sait, le budget d'équipement pour notre programme de défense augmentera de 100 millions de dollars ou de 2.8 p. 100 en termes réels durant la présente année financière. Cette somme additionnelle, comme le premier ministre le sait aussi servira à remplacer le matériel utilisé par les forces armées canadiennes et ne découle nullement de nouvelles obligations envers l'OTAN.

Le premier ministre peut-il dire à la Chambre si un budget supplémentaire des dépenses sera présenté pour faire face aux dépenses accrues du ministère de la Défense nationale par suite des engagements pris par le Canada à la conférence au sommet de l'OTAN?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il n'est pas exact de laisser entendre ou même d'affirmer, comme l'a fait le chef de l'opposition, que les dépenses du gouvernement au titre de la défense nationale ne sont pas faites aux fins de l'OTAN. Au contraire, une grande partie des engagements pris envers l'OTAN seront tenus grâce à ces dépenses et au budget fédéral d'environ 4.1 milliards qui sera majoré, comme l'a signalé le chef de l'opposition. Nous ne

Questions orales

prévoyons pas de soumettre de budget supplémentaire des dépenses.

● (1417)

Je tiens à dire au chef de l'opposition que nous avons pris le même engagement que les 14 autres pays membres de l'OTAN—je devrais plutôt parler des 13 autres puisque la France n'a pas entériné cet engagement—et il consiste à adhérer aux conclusions du programme de planification à long terme de la défense que l'OTAN a institué et dont le ministre de la Défense nationale et ses homologues des autres pays ont discuté il y a environ 10 jours. Les autres chefs d'État et moi-même avons indiqué que nous acceptions ces conclusions. Nous ne sommes pas obligés de procéder à de nouvelles dépenses comme l'honorable chef de l'opposition vient de le prétendre. Je lui ferai remarquer qu'il s'agit de nouveaux engagements très importants et que le taux d'augmentation réelle à ce chapitre au cours des prochaines années sera d'environ 3 p. 100.

M. Clark: Monsieur l'Orateur, je voudrais être certain que la population du pays et moi-même avons bien compris cette réponse: le premier ministre a-t-il dit que le Canada a conclu de nouveaux engagements envers l'OTAN lors de la conférence qui vient de se terminer?

Ma question supplémentaire portera sur une autre facette des activités du premier ministre à l'extérieur de la Chambre ces derniers temps. Elle a trait à la question des interventions de l'Union soviétique et de Cuba en Afrique, qui sera discutée à Paris à partir de lundi prochain. Le premier ministre peut-il nous dire si le Canada a été invité à participer à cette conférence, ce qui serait une reconnaissance du rôle que joue le Canada au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, et dans l'affirmative, pourquoi le Canada a-t-il décliné cette invitation?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, une fois de plus l'entrée en matière donne une impression erronée. Les dépenses en immobilisations des forces armées ont augmenté de 12 p. 100 en termes réels et de 3 p. 100 dans l'ensemble. Une bonne partie de ces nouvelles dépenses sont destinées à l'OTAN. En réponse à la question, monsieur l'Orateur, nous n'avons pas été invités.

M. Clark: Monsieur l'Orateur, le premier ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement du Canada a l'intention de demander, comme il s'agit d'un prolongement de ses responsabilités au Conseil de sécurité, à assister à cette réunion à Paris?

Peut-être le premier ministre pourrait-il en profiter pour nous dire du même coup s'il a l'intention, en tant que chef d'État qui s'est rendu aux Nations Unies et à Washington pour faire des déclarations qui n'avaient pas été préalablement débattues à la Chambre des communes, de faire une déclaration à l'appel des motions comme c'est la coutume, pour donner un compte-rendu sur les nouveaux engagements qu'il a pris au nom du Canada et pour nous permettre d'en discuter dans cette enceinte?